



CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALBERTA

ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2021



CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALBERTA

ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2021

CONTENU

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	
État des résultats	3
État de l'évolution de l'actif net	4
État de la situation financière	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires	7 - 11

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de Conseil de développement économique de l'Alberta

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Conseil de développement économique de l'Alberta, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2021, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net, et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Conseil de développement économique de l'Alberta au 31 mars 2021, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Conseil à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Conseil ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Conseil.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celle-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Conseil à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Conseil à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Edmonton, AB
31 mai 2021


Bergeron & Co. Comptables Professionnels Agréés

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALBERTA
ÉTAT DES RÉSULTATS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
PRODUITS		
Contribution DÉOC	\$ 678,042	\$ 590,708
Contribution EDSC	559,026	559,026
Autres contributions	167,819	82,089
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	131,505	-
Revenus de services, location et autres	74,457	142,534
Contributions du gouvernement de l'Alberta	72,205	62,237
Projets FDÉFO	67,120	-
Cotisations des membres	7,591	16,640
Intérêts	1,178	1,047
Amortissement des apports reportés	<u>801</u>	<u>1,144</u>
	<u>1,759,744</u>	<u>1,455,425</u>
CHARGES		
Salaires et charges sociales	877,494	760,000
Frais professionnels et contractuels	374,207	181,636
Loyer	121,958	134,840
Partenariats	83,627	23,367
Projets FDÉFO	61,053	-
Internet et Site Web	35,157	19,121
Équipements et licences informatiques	28,433	5,414
Publicité et promotion	26,480	40,645
Fournitures et frais de bureau	22,326	22,874
Formation professionnelle	15,110	2,152
Téléphone	13,486	13,536
Impression et communications	12,316	21,339
Déplacements	11,782	54,889
Dons	9,500	520
Intérêts et frais bancaires	6,163	5,877
Entretien et réparations	5,413	2,896
Cotisations et inscriptions	5,029	17,608
Assurances	2,936	3,121
Conférences, ateliers et réunions	2,086	84,904
Amortissement des immobilisations corporelles	1,513	2,162
Créances irrécouvrables	<u>-</u>	<u>7,446</u>
	<u>1,716,069</u>	<u>1,404,347</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AUTRES POSTES	<u>43,675</u>	<u>51,078</u>
AUTRES POSTES		
Variation juste valeur des placements	<u>38,033</u>	<u>(13,260)</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>\$ 81,708</u>	<u>\$ 37,818</u>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALBERTA
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

ACTIF NET	<u>Investi en immobilisations</u>	<u>Grevé d'affectation (Note 11)</u>	<u>Non-grevé d'affectation</u>	<u>Total 2021</u>	<u>Total 2020</u>
Solde au début de l'exercice	\$ 2,375	\$ 206,740	\$ 118,264	\$ 327,379	\$ 289,561
Excédent des produits sur les charges	<u>(712)</u>	<u>38,033</u>	<u>44,387</u>	<u>81,708</u>	<u>37,818</u>
Solde à la fin de l'exercice	<u>\$ 1,663</u>	<u>\$ 244,773</u>	<u>\$ 162,651</u>	<u>\$ 409,087</u>	<u>\$ 327,379</u>

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALBERTA
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
31 mars 2021

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse (Note 3)	\$ 308,403	\$ 156,524
Créances (Note 4)	78,611	77,644
TPS à recevoir	3,543	3,350
Frais payés d'avance	<u>12,470</u>	<u>14,790</u>
TOTAL ACTIF À COURT TERME	403,027	252,308
PLACEMENTS (Note 5)	229,110	161,077
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (Note 6)	<u>3,532</u>	<u>5,045</u>
TOTAL DE L'ACTIF	<u>\$ 635,669</u>	<u>\$ 418,430</u>
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Comptes fournisseurs et charges à payer	\$ 69,284	\$ 16,214
Salaires et cotisations sociales à payer	2,578	6,319
Contributions reportées (Note 7)	150,951	45,416
Dépôts de sécurité	1,900	1,400
Revenus reportés (Note 8)	<u>-</u>	<u>19,032</u>
TOTAL DU PASSIF À COURT TERME	224,713	88,381
APPORTS REPORTÉS (Note 9)	<u>1,869</u>	<u>2,670</u>
TOTAL DU PASSIF	<u>226,582</u>	<u>91,051</u>
ACTIF NET		
Actif net investi en immobilisations corporelles	1,663	2,375
Actif net grevé d'affectation (Note 11)	244,773	206,740
Actif net non-grevé d'affectation	<u>162,651</u>	<u>118,264</u>
TOTAL DE L'ACTIF NET	<u>409,087</u>	<u>327,379</u>
TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET	<u>\$ 635,669</u>	<u>\$ 418,430</u>

Approuvé par les Administrateurs:

Stéph Caron, Administrateur

Amélie Caron, Administrateur

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALBERTA
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges	\$ 81,708	\$ 37,818
Additionner (déduire):		
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	1,513	2,162
Amortissement des apports reportés	(801)	(1,144)
Changement de juste valeur des placements	<u>(38,033)</u>	<u>13,260</u>
Changement net des éléments sans effet sur la trésorerie	44,387	52,096
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Comptes clients	6,429	4,295
Contributions à recevoir	(7,397)	36,634
Taxes sur les produits et services	(193)	8,435
Frais payés d'avance	2,320	(2,576)
Comptes fournisseurs et charges à payer	53,071	(8,775)
Salaires et cotisations sociales à payer	(3,741)	(181)
Contributions reportées	105,535	(54,678)
Dépôts de sécurité	500	(800)
Revenus reportés	<u>(19,032)</u>	<u>(13,144)</u>
	<u>181,879</u>	<u>21,306</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achats d'investissements	(30,000)	(170,000)
Remboursement de parts sociales	<u>-</u>	<u>750</u>
	<u>(30,000)</u>	<u>(169,250)</u>
Augmentation (Diminution) nette de l'encaisse	151,879	(147,944)
Encaisse au début de l'exercice	<u>156,524</u>	<u>304,468</u>
Encaisse à la fin de l'exercice	\$ <u>308,403</u>	\$ <u>156,524</u>



CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALBERTA
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 2021

1. OBJECTIF DE L'ORGANISME ET DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

Le Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA) est incorporé sous la Loi des corporations de la province de l'Alberta et oeuvre à créer une économie vigoureuse par son leadership, en favorisant l'essor des entreprises et l'employabilité des francophones. Le CDÉA est un organisme à but non lucratif qui est exonéré d'impôts.

Les activités du CDÉA sont supportées à 69 % (2020 - 78 %) par des contributions et principalement par deux instances gouvernementales fédérales soit: Diversification de l'économie de l'Ouest du Canada (DÉOC) et Emploi et Développement Social Canada (EDSC).

2. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers du Conseil ont été préparés conformément aux normes comptables canadiennes pour organismes sans but lucratif et les principales méthodes comptables suivantes ont été appliquées:

Utilisation d'estimations

- a) La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la variation des placements cotés sur un marché actif.

Comptabilisation des produits

- b) Le Conseil a recours à la méthode du report pour comptabiliser les apports (subventions et contributions). Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les apports affectés à l'achat d'immobilisations corporelles qui seront amorties sont reportés. Ils seront comptabilisés à titre de produits selon la même méthode que celle suivie pour l'amortissement des immobilisations corporelles acquises.

Les revenus de services, de location et autres ainsi que les revenus de publicité, de commandites et de conférences sont comptabilisés à titre de produits au moment où l'évènement a lieu ou que les services sont rendus, selon le cas. Les cotisations des membres sont comptabilisées à titre de produits selon la période durant laquelle les cotisations sont en vigueur.

Les produits d'intérêts sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.



CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALBERTA
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 2021

Instruments financiers

- c) Les actifs et passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations entre apparentés qui sont évaluées à la valeur comptable ou à la valeur d'échange selon le cas. Ultérieurement, tous les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au coût après amortissement, à l'exception des placements cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur. Les changements de juste valeur sont portés aux résultats.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent l'encaisse, les comptes clients, les contributions à recevoir et les parts sociales.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent les comptes fournisseurs et charges à payer et les dépôts de sécurité.

Les placements cotés sur un marché actif sont évalués à la juste valeur.

Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement au coût après amortissement sont comptabilisés au coût initial de l'actif ou du passif financier et comptabilisés aux résultats sur la durée de l'instrument selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Les coûts de transaction relatifs à des instruments financiers évalués ultérieurement à la juste valeur sont portés aux résultats.

Dépréciation d'actifs financiers

- d) Les actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

- e) La politique du Conseil consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

- f) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties annuellement selon leur durée de vie estimative à l'aide des taux et méthodes présentés ci-dessous.

Mobilier et agencement	30 % Amortissement dégressif
------------------------	------------------------------

Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de service à long terme pour le Conseil, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle doit être comptabilisé en charges à l'état des résultats.

Apports reçus sous forme de biens et services

- g) Les bénévoles consacrent plusieurs heures par année à aider le Conseil à assurer la prestation de ses services. En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des apports reçus sous forme de services, ceux-ci ne sont pas comptabilisés dans les états financiers. Les apports reçus sous forme de biens sont comptabilisés lorsqu'ils sont utilisés dans le cours normal des activités du Conseil et que leur juste valeur peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALBERTA
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 2021

3. ENCAISSE AFFECTÉE

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Encaisse grevée d'affectation externe (Note 7)	\$ 150,951	\$ 64,448
Encaisse grevée d'affectation interne		
Fonds d'éventualités (Note 11)	-	30,000
Fonds des bâtisseurs (Note 11)	<u>20,000</u>	<u>20,000</u>
Totale encaisse grevée d'affectation	170,951	114,448
Encaisse non-grevée d'affectation	<u>137,452</u>	<u>42,076</u>
	<u>\$ 308,403</u>	<u>\$ 156,524</u>

4. CRÉANCES

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Comptes clients	\$ 17,331	\$ 23,761
Contributions à recevoir	<u>61,280</u>	<u>53,883</u>
	<u>\$ 78,611</u>	<u>\$ 77,644</u>

5. PLACEMENTS

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Parts sociales - Beaumont Credit Union (1)	\$ 4,337	\$ 4,337
Placements cotés sur un marché actif (2) (Note 11)	<u>224,773</u>	<u>156,740</u>
	<u>\$ 229,110</u>	<u>\$ 161,077</u>

(1) Coût après amortissement

(2) Juste valeur

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>Coût</u>	<u>Amortissement Cumulé</u>	<u>Valeur comptable nette</u>	
			<u>2021</u>	<u>2020</u>
Mobilier et agencement	<u>\$ 79,295</u>	<u>\$ 75,763</u>	<u>\$ 3,532</u>	<u>\$ 5,045</u>

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALBERTA
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 2021

7. CONTRIBUTIONS REPORTÉES

	<u>Solde au début</u>	<u>Fonds reçus</u>	<u>Fonds utilisés</u>	<u>Solde à la fin</u>
Financement FDÉDO	\$ -	\$ 150,000	\$ 67,120	\$ 82,880
RDÉE Canada	-	165,108	124,537	40,571
DÉOC	<u>45,416</u>	<u>660,126</u>	<u>678,042</u>	<u>27,500</u>
	<u>\$ 45,416</u>	<u>\$ 975,234</u>	<u>\$ 869,699</u>	<u>\$ 150,951</u>

8. REVENUS REPORTÉS

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Guide touristique et Membership	<u>\$ -</u>	<u>\$ 19,032</u>

9. APPORTS REPORTÉS LIÉS AUX IMMOBILISATIONS

Les apports reportés liés aux immobilisations corporelles représentent les apports affectés avec lesquels certaines immobilisations ont été achetées. Les changements dans le solde des apports reportés liés aux immobilisations pour la période sont comme suit:

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Balance d'ouverture	\$ 2,670	\$ 3,814
Montants amortis au revenu	<u>(801)</u>	<u>(1,144)</u>
Balance de fermeture	<u>\$ 1,869</u>	<u>\$ 2,670</u>

10. ENGAGEMENTS

Le Conseil s'est engagé en vertu de baux pour la location d'espaces à bureau et d'équipement de bureau, échéant à diverses dates jusqu'en mars 2024. Le total des montants minimum à payer jusqu'à la fin des baux est de 275 380 \$ et se détaille comme suit :

2022	\$ 127,490
2023	73,945
2024	<u>73,945</u>
	<u>\$ 275,380</u>

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'ALBERTA
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 2021

11. ACTIF NET GREVÉ D'AFFECTATION INTERNE

En 2011, le Conseil a créé une réserve, appelée Fonds d'éventualités, pour couvrir des dépenses futures qui ne seront pas admissibles selon les critères exigés des bailleurs de fonds. La réserve ne peut être utilisée sans l'approbation de la majorité du conseil d'administration.

En 2014, le Conseil a créé une réserve pour le fonds des bâtisseurs, l'objectif du fonds est de bâtir une communauté francophone des affaires plus forte. Ce fonds est une marque de solidarité agissante dont le but est d'aider au démarrage d'entreprises ou à fournir une assistance aux entreprises en difficulté.

La répartition de l'actif net grevé d'affectation interne est la suivante:

	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Fonds d'éventualités (Note 3) (Note 5)	\$ 224,773	\$ 186,740
Fonds des bâtisseurs (Note 3)	<u>20,000</u>	<u>20,000</u>
	<u>\$ 244,773</u>	<u>\$ 206,740</u>

Au cours de l'exercice, le Conseil a investi une somme de 30 000 \$ (Note 5) affectée au fonds d'éventualités dans des placements cotés sur un marché actif qui sont évalués à la juste valeur au 31 mars 2021. Le conseil d'administration a décidé de porter la variation de juste valeur au montant de 38 033 \$ directement à l'actif net grevé d'affectation interne - Fonds d'éventualités

12. RISQUES FINANCIERS

Le Conseil, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques.

Risque de crédit :

Le Conseil est exposé à un risque de crédit en rapport à ses comptes clients et ses contributions à recevoir.

Risque de liquidité :

Le Conseil est exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

Risque de marché :

Le Conseil est exposé au risque de marché étant donné que les placements dans des titres cotés sont soumis aux variations des cours du marché. Les cours peuvent aussi être affectés par les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change.

Risque de juste valeur :

Le Conseil est exposé au risque de juste valeur relativement à ces placements cotés sur un marché actif. L'exposition du Conseil au risque de juste valeur a augmenté significativement au cours de l'année suite à l'acquisition de placements cotés sur un marché actif.

13. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés à des fins de comparaison et afin d'être conformes à la présentation des états financiers de l'exercice considéré.